

## **OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

### **APPEL A PROJET**

## **INSTALLATION DE STANDS POUR LA VENTE DE PRODUITS ALIMENTAIRES**

**Tour Générale  
Place de la Galère  
Digue du Sillon : La Hoguette  
Digue : Les Bas Sablons**

**Du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre**

**Tous les jours  
de 10h00 à 19h00**

### **AVIS DE PUBLICITE**

## Préambule :

Dans un but de valorisation de son territoire, la Ville de Saint-Malo décide de mettre à disposition son domaine public en vue d'une exploitation économique ayant pour but de renforcer l'attractivité de ces espaces, sans nuire au bon usage par tous du domaine public.

## Article 1 – Nature de la procédure :

Le présent avis de publicité a pour objet de porter à la connaissance du public l'appel à candidatures lancé par la Ville. L'objectif est d'identifier les opérateurs économiques susceptibles d'être intéressés par un tel titre d'occupation du domaine public, en application de la procédure définie à l'article L2122-1-1 du code de la propriété des personnes publiques.

Il s'agit d'une procédure ad hoc qui ne relève pas des procédures applicables au titre des marchés publics ou des délégations de service public.

Il est à noter que la Ville se réserve le droit d'interrompre, de suspendre ou d'annuler le processus d'attribution de l'autorisation à tout moment et se réserve la possibilité de ne pas donner suite aux offres reçues, sans que les candidats puissent prétendre à une quelconque indemnité.

## Article 2- Objet de l'occupation du domaine public :

Les caractéristiques de l'occupation du domaine public sont les suivantes :

Nature de l'activité : Vente de produits alimentaires

Emplacements mis à disposition : Tour Générale – Esplanade Saint-Vincent :  
1 emplacement de 6m X 3m maximum

Place de la Galère :  
2 emplacements de 3mX2.5m maximum

Digue du Sillon : La Hoguette  
1 emplacement de 2,20m X7m maximum

Digue : Les Bas Sablons  
1 emplacement de 6mX6m maximum

Un plan en annexe du présent avis détaille les emplacements et les infrastructures autorisées

Période d'exploitation : du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre

Titre d'occupation : convention d'occupation temporaire  
Il sera délivré uniquement un titre d'occupation par emplacement  
Ce titre d'occupation sera délivré à titre personnel, précaire et révocable. Il ne pourra être cédé.

Durée de l'occupation : 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Cette occupation sera autorisée moyennant paiement d'**une redevance** conformément aux modalités définies dans le cahier des charges.

### Article 3 - Modalités de candidature :

Pour vous porter candidat à l'attribution du titre d'occupation, vous devez adresser **un dossier de candidature** soit :

- par courriel avec demande d'accusé de réception à l'adresse : [depusage@saint-malo.fr](mailto:depusage@saint-malo.fr)
- par envoi postal avec accusé de réception à :

Mairie de Saint-Malo,  
Direction de la Voirie et des Usages  
Mairie annexe de Saint Servan  
Place Bouvet,  
35400 SAINT-MALO,

**avec la mention « Candidature à l'occupation du domaine public - Ne pas ouvrir »**

**La date limite de candidature est fixée au mercredi 3 décembre 2025 à 12h00.** Tout dossier parvenu à l'administration passé cette date, ou parvenu incomplet, ne sera pas analysé. Pour les envois postaux, il est précisé que seules la date et l'heure de **réception** feront foi.

### Article 4 - Constitution du dossier de candidature :

Le dossier de candidature comprend :

1. Un cahier des charges **à signer**
2. Un dossier de réponse technique **à compléter et signer.**

*Ces documents sont mis à disposition :*

- \* Sur le site internet de la ville de Saint-Malo  
[www.ville-saint-malo.fr](http://www.ville-saint-malo.fr), rubrique « occupation du domaine public »
- \* Sur demande à l'adresse : [depusage@saint-malo.fr](mailto:depusage@saint-malo.fr) ou par téléphone au 02-99-21-92-05

3. Des pièces annexes listées ci-après **à joindre impérativement** :

- ✓ Une photocopie de la pièce d'identité ;
- ✓ Des informations liées à la qualité des références professionnelles ;
- ✓ 1 à 2 photos de l'espace de vente ;
- ✓ Une copie de l'inscription au registre du commerce ou du métier (Kbis ou SIREN de moins de 3 mois) ou de la déclaration d'auto-entrepreneur ;
- ✓ Une attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle en cours de validité se rapportant à l'exercice de son activité ;
- ✓ Une copie de la carte grise du véhicule utilisé pour l'exercice de l'activité ambulante et de la remorque
- ✓ L'attestation d'assurance du véhicule utilisé et de la remorque, le cas échéant ;
- ✓ Un certificat de conformité de l'infrastructure aux normes de sécurité et d'hygiène en cours de validité
- ✓ En cas de vente d'alcool, une copie du récépissé de la déclaration de licence de débit de boisson souscrite auprès de la mairie du lieu du siège social de l'entreprise ;
- ✓ Une copie de la déclaration d'embauche des salariés éventuels auprès de l'URSSAF.
- ✓ Une copie de la déclaration et d'identification concernant les établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale ;
- ✓ La copie du contrat ou le descriptif du dispositif relatif à la collecte des huiles usagées si l'activité en nécessite un ;
- ✓ Le système mis en place pour la récupération des eaux usées quand cela ne le permet pas sur le site mis à disposition ;
- ✓ L'attestation de conformité des extincteurs.
- ✓ Un compte prévisionnel d'exploitation

**En cas de document manquant, le dossier de consultation sera considéré comme incomplet et ne pourra être analysé.**

**Article 5 - Critères d'analyse :**

Les candidatures seront analysées par la Ville selon les critères suivants sur une base de cent points :

- 1- Qualité professionnelle et expérience du candidat / 30 points
- 2- Qualité de l'offre alimentaire proposée / 15 points
- 3- Insertion dans l'environnement architectural et paysager / 20 points
- 4- Qualité environnementale du projet / 10 points
- 5- Redevance complémentaire proposée / 20 points
- 6- Qualité inclusive de l'activité et de son fonctionnement (adaptation du projet ou embauche de personnes en situation de handicap, etc.) / 5 points

**Il est précisé que l'ancienneté ne constitue pas un critère d'attribution. Par conséquent, un candidat sortant ne pourra prétendre à une quelconque priorité sur les nouveaux postulants.**

Si les candidats postulent à plusieurs emplacements, le candidat classé en première position à l'issue de l'analyse des offres se verra attribuer l'emplacement classé « choix n°1 ».

Le candidat classé en deuxième position se verra attribué l'emplacement de son choix parmi ceux restant disponibles.

Le même raisonnement sera appliqué jusqu'à ce que tous les emplacements et dates soient attribués.

**Article 6 – Voies et délais de recours :**

Le présent avis de publicité pourra faire l'objet, auprès du Tribunal Administratif de Rennes, 3 Ctr de la Motte, 35044 Rennes, d'un recours contentieux dans un délai maximal de deux mois, à compter de sa publication (article R421-1 du Code de justice administrative), assorti le cas échéant d'un recours en référé (articles L521-1 et suivants du même code).

Ce recours peut être précédé d'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé (article L411-2 du Code des relations entre le public et l'administration).

Pour toute information complémentaire, vous pouvez vous adresser à la Direction de la Voirie et des Usages dont les coordonnées sont mentionnées en pages 4.